

# DROIT DE RÉPONSE CGT DERRIÈRE L'AFFICHAGE, LA RÉALITÉ DES AGENTS



**L**e maire a diffusé aux administrés un bilan de son action notamment sur le personnel communal, se félicitant de mesures présentées comme favorables au bien-être, à la sécurité et aux carrières des agents.

La CGT juge indispensable de **rétablir certaines réalités** vécues au quotidien par les agents municipaux.

## DES OBLIGATIONS LÉGALES PRÉSENTÉES COMME DES EXPLOITS

La municipalité met en avant la déprécarisation, les lignes directrices de gestion (LDG), le document unique et divers dispositifs RH. Or, **il ne s'agit pas de choix politiques audacieux, mais d'obligations légales**.

Le bilan passe surtout sous silence des retards majeurs :

- près de **trois ans de retard** pour les LDG,
- **carrières durablement bloquées**,
- des agents **partis à la retraite sans les grades** auxquels ils pouvaient prétendre, avec des pensions amputées. Ces conséquences sont **réelles et irréversibles**.

## DÉPRÉCARISATION : UNE MISE EN CONFORMITÉ TARDIVE

La municipalité se félicite de la déprécarisation de « **104 agents** ». En réalité :

- de nombreux agents étaient précaires depuis des années,
- la collectivité était en situation irrégulière,
- une mesure qui relève d'une régularisation tardive, souvent arrachée après des alertes syndicales répétées.

**On ne sait pas d'où sort ce nombre de 104 !** Cela entretient une **confusion** en mélangeant plusieurs situations distinctes (remplacements de départs à la retraite ? Remplacements d'agents démissionnaires ou mutés ?). Pour les agents concernés, il ne s'agit pas d'un cadeau, mais de la **fin d'une injustice**.

## CARRIÈRES : OPACITÉ ET REFUS DU DIALOGUE

La municipalité a toujours refusé une revendication centrale de la CGT : une instance locale garantissant **transparence** et **équité** pour les **avancements**.

Résultat :

- **critères illisibles**,
- **décisions incomprises**,
- **sentiment d'arbitraire**,
- **défiance croissante**.

Ce refus traduit une volonté claire : ne pas rendre de comptes.

## RÉORGANISATIONS IMPOSÉES CONTRE TOUS

Le bilan oublie un fait majeur : **aucune réorganisation de service n'a jamais été approuvée** par les organisations syndicales en instance. **Rejets unanimes, alertes ignorées, décisions imposées** malgré tout : une politique de **passage en force**, incompatible avec un dialogue social sincère.

## GRÈVES, PRIMES ET MAL-ÊTRE AU TRAVAIL

Le bilan tait :

- beaucoup de **préavis de grève**, souvent intersyndicaux,
- **gel des primes** depuis plus de deux ans,
- prime dite « *au mérite* », **rejetée unanimement** car jugée **arbitraire et clientéliste**.

Il passe aussi sous silence :

- enlisement de l'**absentéisme** (indicateur de mal-être),
  - augmentation des mi-temps thérapeutiques, révélatrices d'un mal-être persistant.
- un **Turn-over sans précédents** (5 DGS, 5 DRH, 3 Dir. Finances, 3 DST et près de 100 départs d'agents en 6 ans).

## UN BILAN ÉLECTORALISTE, UNE RÉALITÉ CONNUE DES AGENTS

À l'approche des élections, le bilan se veut flatteur. Mais **les agents savent ce qui a été imposé, retardé, promis sans être tenu ou volontairement passé sous silence**.

## LA CGT DEVAIT RÉTABLIR CERTAINES VÉRITÉS

Ce bilan est partiel, orienté et déconnecté du vécu des agents.

La CGT continuera à défendre :

- des carrières justes et transparentes,
- des salaires et primes équitables,
- de vraies conditions de travail,
- un dialogue social réel.

NOTRE PAGE FACEBOOK

Info CGT Territoriaux de Gardanne

LE BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL  
NE SE PROCLAME PAS.

IL SE CONSTRUIT AVEC LES  
AGENTS, PAS CONTRE EUX !

